

LE PLANETARIUM de Ghassan Salamé

Yougoslavie: et si...

Mes étudiants viennent de remettre leurs copies sur le conflit bosniaque. Ils sont persuadés qu'une intervention était possible pour arrêter cette tragédie. Intervention de qui? A quel moment, pour quel objectif?

A ces questions, le dernier ambassadeur américain en ex-Yougoslavie, Warren Zimmerman, vient d'apporter des réponses sans fard dans des Mémoires que publie la dernière livraison de *Foreign Affairs*.

Elles se résument en une pathétique litanie d'interventions tardives, manquées ou dévoyées. Dans cette affaire, quoi qu'en disent les découvreurs récents des complexités balkaniques, le pire n'était jamais inévitable.

– Dès 1990, pour bloquer les élections organisées république par république. Des élections fédérales auraient évité aux partis ethniques de rafler la mise (sauf en Macédoine) et de commettre, au nom de leur légitimité démocratique, les pires exactions.

– Début 1991, pour mettre un frein à la sécession des Slovènes qui, en quittant unilatéralement la Fédération yougoslave, ont permis à Milosevic d'avoir les coudées franches contre la Croatie, puis contre la Bosnie.

– Au printemps 1991, pour retarder la sécession croate. Izetbegovic était dans le vrai quand il criait: «Si la Croatie devient indépendante, il ne restera rien de la Bosnie.»

– En juin 1991, lorsque James Baker, le secrétaire d'Etat américain, arrive enfin à Belgrade, il se contente de dire que si séparation il doit y avoir, elle devrait se faire à l'amiable. Sinon? Sinon, rien...

– En novembre 1991, l'artillerie serbe bombardait Vukovar et Dubrovnik, et l'Otan avait déjà préparé des plans d'urgence pour une éventuelle intervention. Zimmerman le reconnaît: «Je n'ai pas recommandé explicitement une intervention de l'Otan; c'était une très grave erreur.»

– En décembre 1991, il aurait fallu qu'aucune reconnaissance internationale ne soit accordée aux nouvelles républiques. La précipitation allemande emportera la reconnaissance des Douze, sans contrepartie.

– En mars 1992, les troupes des Nations unies arrivent avec au moins sept mois de retard sur le terrain bosniaque. Leur déploiement aurait pu servir à imposer progressivement la paix, si ces troupes ne s'étaient en réalité contentées de geler les lignes de front plutôt que de protéger les frontières des républiques nouvelles.

Pour protéger les faibles et punir les méchants, il faut être soi-même irréprochable. Or, en posant la question en termes moraux, les opinions ont coïncé les gouvernements: on ne pouvait arrêter Milosevic et laisser faire Eltsine en Tchétchénie, et Deng au Tibet. On ne pouvait pas forcer l'indépendance de la Bosnie sans reconnaître Timor, la Palestine, ou le Kurdistan. Lorsque les intérêts s'opposent brutalement à l'éthique, le droit est la première des victimes.

Zimmerman est dans une amère retraite, et mes étudiants se posent des questions. Mais pas Milosevic, ni Tudjman, ni Karadzic, ni les autres. Arkan, lui, vient de se marier, avec la pompe due à ses hauts faits de guerre. ■